**ARRÊTÉ PORTANT ATTRIBUTION D’UN LOGEMENT DE FONCTION PAR NECESSITE DE SERVICE**

*ou*

**ARRETE DE CONVENTION D’OCCUPATION PRECAIRE D’UN LOGEMENT DE FONCTION**

M……………… *(autorité territoriale)* rappelle au ………………. *(organe délibérant)* que :

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2022-250 du 25 février 2022 portant diverses dispositions d'application du code général de la fonction publique ;

Vu l’arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d’occupation précaire avec astreinte pris pour l’application des articles R. 2124-72 et R. 4121-3-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l’arrêté du 25 février 2025 relatif à l'évaluation des avantages en nature pour le calcul des cotisations de sécurité sociale des salariés affiliés au régime général et des salariés affiliés au régime agricole ;

Vu la délibération n° … *(n° d’ordre)* en date du … fixant la liste des emplois et les conditions d’occupation des logements de fonction ;

Considérant que *Madame ou Monsieur … (Nom et prénom de l’agent)* occupe l'emploi suivant de .................... *(dénomination de l’emploi)* qui figure sur la liste définie par la collectivité permettant l’attribution d’un logement de fonction,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*(L’occupation du logement par nécessité absolue de service)* À compter du………….., un logement de fonction est concédé à *Madame ou Monsieur … (Nom et prénom de l’agent)*, par nécessité absolue de service.

Cette concession est accordée dans les conditions suivantes :

* .............................. *(Localisation),*
* .............................. *(Consistance et superficie des locaux)*
* .............................. *(Nombre et qualité des personnes à charge occupant le logement)*

*(L’occupation du logement à titre précaire)* À compter du………….., *Madame ou Monsieur … (Nom et prénom de l’agent)* est autorisé(e) à occuper, à titre précaire, un logement de fonction dans les conditions suivantes :

* .............................. *(Localisation),*
* .............................. *(Consistance et superficie des locaux)*
* .............................. *(Nombre et qualité des personnes à charge occupant le logement)*

**Article 2 :**

*(L’occupation du logement par nécessité absolue de service)* La prestation de ce logement est accordée à titre gratuit.

*(L’occupation du logement à titre précaire)* La prestation de ce logement est accordée moyennant une redevance d'un montant de .........., correspondant, a minima, à 50% de la valeur locative réelle du logement.

**Article 3 :**

*Madame ou Monsieur … (Nom et prénom de l’agent)* supporteles charges liées à l’occupation du logement (eau, électricité, gaz, réparations locatives et charges locatives, etc..)

Il/Elle devra par ailleurs souscrire une assurance contre les risques dont il doit répondre en qualité d'occupant.

**Article 4 :**

La concession/L’occupation du logement du fonction est consentie pour la période courant du…… au …….

Elle prendra fin avant la date fixée si le bénéficiaire cesse pour quelque cause que ce soit d'exercer les fonctions ayant justifié l'octroi du logement

**Article 5 :**

Le Directeur général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du………..et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de…………………….. dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

Le …………………….. *(autorité territoriale)*

*(Nom Prénom)*

*(signature)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :